

D 697 GUATEMALA: L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE TMOIGNE...

Il est des événements, dans l'histoire d'un peuple, que leur nature et leur puissance symbolique font entrer pour longtemps dans la mémoire collective. A ce titre, il importe d'y revenir. C'est le cas du "massacre de l'ambassade d'Espagne", le 31 janvier 1980, à Guatemala-Ville, capitale du pays. Rappelons que trente-neuf personnes, dont trente-trois paysans indiens, ont péri brûlées vives dans l'incendie de l'ambassade provoqué par les forces de l'ordre. Seul, l'ambassadeur d'Espagne a été "raté" dans l'opération d'extermination des témoins (CF. DIAL D 599 et 601).

Le premier anniversaire de l'événement a été marqué dans tous les milieux touchés par cette tragédie.

C'est avec un intérêt extrême qu'on lira le témoignage du seul survivant: l'ambassadeur d'Espagne. Texte paru dans El País du 25/1/81 et reproduit dans "Frente" du Guatemala en février.

—Note DIAL—

DECLARATIONS DE L'ANCIEN AMBASSADEUR D'ESPAGNE  
AU GUATEMALA SUR LE MASSACRE DU 31 JANVIER 1980

Journaliste - Un an après, quel est votre point de vue sur les tragiques événements de l'ambassade d'Espagne au Guatemala? Que s'est-il passé le 31 janvier 1980?

M. Cajal - Quand la violence cesse d'être un thème académique, quand ses victimes ne sont plus des êtres anonymes ou la matière de données statistiques abstraites, quand on subit la répression dans sa propre chair, alors la sérénité disparaît.

Je ne peux me souvenir du 31 janvier 1980 sans que me reviennent les mêmes sentiments de rage et d'impuissance qui m'habitaient en ces heures-là. Trente-neuf femmes et hommes sont morts parce qu'ainsi l'a voulu le gouvernement guatémaltèque.

Je redis aujourd'hui ce que j'ai dit alors: tous auraient pu sortir vivants si l'on m'avait permis de négocier avec les occupants, si la police ne les avait pas acculés au désespoir et si, en dernière instance, on avait permis aux pompiers et à la Croix-Rouge de les sauver de l'incendie.

Si j'ai, à l'époque, affirmé que la police avait agi "brutalement et de façon irresponsable", j'ajoute aujourd'hui qu'elle l'a fait de façon délibérée. Il n'y a pas eu de sa part précipitation, ainsi que le ministre des affaires étrangères guatémaltèque l'a allégué par manière d'excuses. Les autorités guatémaltèques ne pouvaient permettre qu'une enquête soit ouverte sur les prétendues atrocités de l'armée au Quiché, ainsi que

l'exigeaient les occupants de l'ambassade; en raison de quoi, ces mêmes autorités voulaient que ceux-ci se rendent sans condition, en leur refusant la moindre garantie pour leur intégrité, ou que personne, sans exception, ne sorte vivant de là.

Après avoir récusé mes demandes répétées de retrait de la force publique, refusé de tenir compte d'une démarche explicite du ministre Oreja en appui à ma demande, ignoré les appels en ce sens transmis par Molina Orantes et Cáceres Lenhoff, et en violation flagrante du droit international, les forces de sécurité ont, sur instructions très précises, violé une représentation diplomatique en une action qui, de par ses conséquences, est sans précédents.

Le fameux "plan d'escalade", prétendument trouvé en possession des étudiants et des paysans, ainsi que la quantité et la qualité de nourriture qu'ils avaient emportée avec eux, s'ils sont la preuve de quelque chose, c'est que les occupants ne constituaient pas un "commando suicide" décidé à un séjour prolongé dans l'ambassade, mais plutôt à un passage pacifique. Certainement pas à un éclatement de violence comme celui qu'a déclenché la police. Les longues déclarations faites à Panama par Elias Barahona, ancien attaché de presse au ministère guatémaltèque de l'intérieur (déclarations qui n'ont eu, à l'évidence, qu'un faible écho en Espagne), confirment pleinement ce qui précède (1).

Pour finir, le régime guatémaltèque, dont le caractère répressif est mis quotidiennement à nu par les informations publiées dans la presse internationale, a lancé une campagne de discrédit contre l'ambassadeur d'Espagne dans le but de déconsidérer le seul témoin vivant de la tragédie, après l'assassinat de Gregorio Yuja, l'autre survivant.

J. - Le gouvernement guatémaltèque a essayé de justifier le comportement de la police par une prétendue politisation de l'ambassade, par votre visite au Quiché et par la présence de trois personnalités guatémaltèques à l'ambassade. Le bruit a aussi couru dans les milieux diplomatiques espagnols qu'un de vos collègues vous avait accusé devant ces autorités d'être communiste. Qu'y-a-t-il de vrai dans tout cela?

M.C. - Le comportement de la police ne peut en aucun cas être justifié, car elle a violé des normes très précises du droit international.

Indépendamment de cela, je tiens à ce qu'il soit très clairement établi que le comportement de l'ambassade et de son titulaire, comme il ne pouvait en être autrement, a été à tout moment scrupuleusement respectueux des affaires intérieures de ce pays. Ce dont, par contre, j'ai voulu faire preuve, c'est d'un souci scrupuleux pour la sécurité de nos concitoyens, en quoi je rejoignais les préoccupations de l'homme exemplaire que fut Jaime Ruiz del Arbol.

C'est à ce souci que correspondait notre brève visite au Quiché, où la quasi totalité des religieux exerçant leur ministère étaient espagnols. Sur nombre d'entre eux pesaient de graves menaces anonymes, dont l'origine ne nous était cependant pas inconnue. Ce voyage a été préparé et réalisé avec l'autorisation expresse du Palais de Santa-Cruz. J'en avais moi-même informé le ministère des affaires étrangères guatémaltèque, dans une conversation avec le chef du protocole, l'ambassadeur Chocano. Ce n'était donc pas une visite clandestine. A aucun moment nous n'avons eu de contact avec quiconque qui ne fût pas prêtre ou religieuse, personnes auxquelles

---

(1) Sur Elias Barahona, cf. DIAL D 663 (NdT).

nous voulions personnellement faire savoir que l'ambassade veillait sur elles dans les circonstances difficiles qui étaient les leurs. Nous avons dormi dans leurs paroisses et partagé leur pain.

Nos craintes n'étaient pas sans fondement. Aujourd'hui le diocèse du Quiché est dénué d'assistance religieuse (2). Nos compatriotes se sont vus dans l'obligation d'abandonner la région, en rentrant pour la plupart en Espagne, sous peine d'être assassinés (3). Deux d'entre eux, les PP. Gran et Villanueva ont été moins chanceux: ils sont tombés pour toujours au Guatemala, victimes de la répression.

Quant à la dernière partie de votre question, je suis sûr que vous comprendrez que je ne puis y faire le moindre écho, ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse. Il m'est impossible de croire que quelqu'un puisse être aussi abject.

J. - A l'occasion de la rupture des relations diplomatiques avec le Guatemala, le gouvernement espagnol a demandé l'éclaircissement des faits, l'identification des coupables et l'indemnisation des dommages matériels et moraux occasionnés. Ces demandes n'ont pas été satisfaites. Que pensez-vous de la situation actuelle et de l'éventualité d'une normalisation des relations?

M.C. - Si je m'en tiens à l'accueil qui, à cette date, a été fait aux justes exigences espagnoles, une évidence s'impose: le gouvernement du Guatemala n'en a satisfait aucune. Il pouvait difficilement en être autrement, étant donné les responsables des événements.

Parce que je ne suis pas un spectateur désintéressé du drame que vit le Guatemala, j'ai confiance en la normalisation des relations entre les deux pays après réparation des dommages causés au nôtre, mais surtout après que le peuple guatémaltèque soit parvenu bien vite à l'avenir de paix et de liberté qu'il mérite.

J. - Ne pensez-vous pas qu'est en contradiction avec cette politique de rupture le fait que l'Espagne ait octroyé au Guatemala un crédit de 120 millions de dollars, et augmenté les activités d'Hispanoil? Jusqu'à quel point les intérêts économiques n'ont-ils pas joué dans la campagne de diffamation contre vous?

M.C. - Il appartient au gouvernement, qui a décidé la rupture, d'apprécier s'il existe ou non une contradiction entre cette mesure et une présence économique espagnole croissante au Guatemala, avec les intérêts que cela comporte. Personnellement, j'estime qu'une augmentation démesurée de nos engagements économiques dans ce pays, peut fausser la portée du choix politique arrêté à travers cette décision, en la réduisant à une simple formule juridique vide de contenu. Je peux ajouter que d'éminentes personnalités guatémaltèques m'ont exprimé à différentes reprises leur grave préoccupation, tant devant l'éventualité d'un rétablissement des relations diplomatiques, dans les circonstances actuelles, que suite à des investissements espagnols dont, soulignent-elles, le peuple guatémaltèque n'est pas le principal bénéficiaire.

J'ignore la portée d'une possible participation espagnole à la campagne guatémaltèque contre ma personne, même s'il ne faut pas l'exclure.

---

(2) Cf. DIAL D 647 (NdT)

(3) Cf. le dernier assassinat en date, DIAL D 694 (NdT).

Il reste que certains liens personnels rattachent par trop certains intérêts économiques espagnols aux dirigeants actuels du Guatemala. Des expériences connues conseillent, selon moi, qu'il soit, pour l'avenir, prêté la plus grande attention à ce sujet.

J. - Avez-vous nourri quelque crainte pour votre carrière diplomatique? Pourquoi avez-vous renoncé à l'ambassade d'Espagne en Inde?

M.C. - Si, à titre individuel, mes collègues m'ont massivement manifesté leur solidarité, il n'en est pas moins vrai que je n'ai pas bénéficié du soutien corporatif de l'institution. Mais il serait injuste de ne pas rappeler le soutien public et ferme que m'a, en ces jours-là, accordé le ministre Oreja au cours de son intervention devant la commission des affaires étrangères du Congrès, le 7 février 1980, ainsi que le soutien unanime de cette commission dans sa résolution datée du même jour.

Comme diplomate de carrière je suis très exigeant pour ce qui concerne le service, ma dignité professionnelle et, surtout, la dignité de l'Etat. Je pense qu'une atteinte à l'honneur, sans parler de la vie, de ses représentants est une offense envers l'Espagne. A peine étais-je rétabli que me furent annoncés à plusieurs reprises certains signes extérieurs de reconnaissance pour mon attitude dans cette affaire critique; aucun d'eux ne se concrétisa. En août dernier, j'ai pris ma décision. J'ai estimé que, dans de telles circonstances, je ne pouvais accepter le grand honneur qui était pour moi la représentation de l'Espagne à l'étranger. Je ne pouvais admettre le moindre doute, le moindre soupçon concernant ma gestion au Guatemala. Naturellement, je suis le seul responsable d'une telle interprétation des faits. J'ai donc décidé alors de sortir, pour une seule fois et au moment opportun, du silence auquel je m'étais contraint depuis le début.

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----  
Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441